

Unité Départementale de la Somme  
Equipe 2  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

GLISY, le 30/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PARC EOLIEN DU MELIER**

16 Boulevard Montmartre  
75009 PARIS 09

Références : 2023-E20014  
Code AIOT : 0005107618

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement PARC EOLIEN DU MELIER implanté Lieux-dits "Champ du Mélier, Le Mélier, Au chemin de Beaucamps-le-Vieux, Au chemin d'Airaines" 80430 LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN. L'inspection a été annoncée le 21/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARC EOLIEN DU MELIER
- Lieux-dits "Champ du Mélier, Le Mélier, Au chemin de Beaucamps-le-Vieux, Au chemin d'Airaines" 80430 LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN
- Code AIOT : 0005107618
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PARC EOLIEN DU MELIER exploite 4 aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 2 MW sis sur les territoires des communes de Lafresguimont-Saint-Martin et de Beaucamps-le-Jeune. Les installations classées sont encadrées réglementairement notamment par les actes administratifs ci-dessous :

- arrêté ministériel modifié du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité

utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,  
- arrêtés préfectoraux de permis de construire du 14 mai 2012,  
- donner-acte d'antériorité du 26 septembre 2012,  
- donner-acte de modification des conditions d'exploitation du 1 octobre 2015,  
- donner-acte du 15 février 2018 de prorogation du bénéfice des droits acquis (antériorité) jusqu'au 26 septembre 2018.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 février 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi environnemental	AP de Mise en Demeure du 11/02/2021, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des pièces justificatives (rapport de suivi environnemental et certificat de dépôt légal de données biodiversité) transmises par l'exploitant, aucune suite n'est proposée. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Somme d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 février 2021.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/02/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 8 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 22 juin 2020 précité.</p> <p><i>"L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</i></p> <p><i>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</i></p> <p><i>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</i></p> <p><i>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai</i></p>

de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

*Dans le cas d'un projet de renouvellement d'une installation existante, autre qu'un renouvellement à l'identique ou une extension au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement."*

**Constats :** L'exploitant a transmis par courriel du 10 janvier 2023 les pièces ci-dessous :

- le rapport de suivi environnemental 2021 en date de mars 2022 conforme au protocole ministériel de 2018,
- le certificat de dépôt légal de données biodiversité (DEPOBIO) en date du 1er juillet 2022 comprenant le suivi de mortalité et le suivi de l'activité chiroptérologique du parc éolien du Mélier.

L'exploitant respecte cette prescription.

Compte tenu du fait que la synthèse de suivi de mortalité mentionne notamment qu'en 2021, la mortalité réelle estimée des oiseaux et des chiroptères sur le parc éolien du Mélier est plus élevée que les taux de mortalité relevés usuellement sur les autres parcs implantés dans des contextes paysagers similaires, l'exploitant a réalisé un nouveau suivi environnemental en 2022 (1er août 2022 au 31 octobre 2022) conforme au protocole ministériel en vigueur. Il précise qu'il réceptionnera ce rapport au premier trimestre 2023 et transmettra ce nouveau suivi et le certificat de DEPOBIO à l'inspection des installations classées. L'exploitant prévoit de mettre en oeuvre un bridage du parc éolien vis-à-vis des chiroptères durant la période estivale. L'exploitant transmettra ce porter-à-connaissance à l'inspection des installations classées et à la Préfecture de la Somme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet